

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des
formations



Rapport

Champ de formation
pour le prochain contrat 2018-2022

Droit, économie, gestion, sciences
sociales

Université de Reims Champagne-Ardenne

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 27/09/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Rapport réalisé en 2017 sur la base d'un dossier déposé en mai 2017

Présentation du champ

Le périmètre scientifique et professionnel du champ correspond au regroupement de toutes les disciplines juridiques, économiques et de gestion (domaine droit économie gestion DEG) ainsi que des formations en sciences sociales. Le champ qui s'appelait *Droit, économie, gestion* dans l'ancien contrat devient *Droit, économie, gestion, sciences sociales* (DEGSS). Les formations sont essentiellement portées par les UFR de Droit et science politique (DSP) et de Sciences économiques, sociales et de gestion (SESG) ; il comporte également les licences professionnelles des IUT de Reims-Châlons-Charleville et de Troyes (en lien étroit avec l'UFR ESG). En dépit du changement de nom, le périmètre du champ reste le même.

Le champ proposé regroupe 39 formations : 4 mentions de licence générale, 16 mentions de licence professionnelle (LP) et 19 mentions de master. A noter une progression très marquée du nombre de formations au regard de l'ancien contrat qui ne comprenait que 22 formations (5 licences, 11 licences professionnelles et 6 masters). De nombreuses spécialités de master deviennent des mentions à part entière en cohérence avec la nomenclature de l'arrêté du 4 février 2014. On observe de nombreuses restructurations mais aussi 6 créations (1 en économie, 5 en gestion).

Le champ DEGSS est l'un des cinq champs de formations proposés par l'Université de Reims Champagne-Ardenne - URCA (les quatre autres champs sont : *Arts, lettres, langues et sciences humaines et sociales / Biologie, agro-sciences, environnement / Sciences, technologies, ingénieries / Santé et sport*).

Avis sur la cohérence du champ

Les orientations du projet de formation s'inscrivent dans un champ élargi *Droit, économie, gestion, sciences sociales*, qui renforce sa cohérence, en lien avec le potentiel de l'environnement socio-économique et le potentiel recherche du site dans les domaines concernés. Le choix d'orientation professionnalisante se concrétise par une offre de formation à bac + 3 et bac + 5 diversifiée, attractive et répondant aux attentes des milieux professionnels avec lesquels des partenariats solides sont établis. La concentration des ressources sur l'insertion professionnelle directe des étudiants est réaffirmée avec un renforcement des licences professionnelles. L'offre de formation proposée par le champ DEGSS est cohérente et s'inscrit dans les trois objectifs affichés : (i) Donner la possibilité de formation à l'ensemble des disciplines relevant des sciences sociales : droit, science politique, économie, gestion, sociologie ; (ii) Accueillir des publics hétérogènes au plan des compétences initiales et des attentes en termes de formations ; (iii) Assurer des débouchés dans l'ensemble des métiers du tertiaire marchand et non marchand.

La cohérence est également verticale : en particulier, les licences généralistes sont conçues pour conduire aux différents parcours des mentions de masters délivrés par l'établissement.

On ne note pas de redondance marquante par rapport aux autres champs présentés par l'URCA.

Les formations relevant du champ DEGSS s'adossent au plan scientifique à quatre unités de recherche dotées du statut d'équipe d'accueil et relevant de l'école doctorale *Sciences humaines et sociales* (SHS) (établissement porteur : URCA) et de l'école doctorale Agriculture, alimentation, biologie, environnement, santé (ABIES) (établissement porteur : Agro ParisTech) : le Centre de recherche sur la décentralisation territoriale (CRDT), le Centre d'études juridiques sur l'efficacité des systèmes continentaux (CEJESCO), le Laboratoire d'économie et de gestion de Reims (REGARDS) et le Centre d'études et de recherches sur les emplois et les professionnalisations (CEREP).

Les grandes recommandations du Hcéres lors de l'évaluation du bilan semblent avoir été prises en considération. En particulier, les rares formations pointées comme « problématiques » ont fait l'objet d'une fermeture ou d'une restructuration. C'est le cas en économie-gestion, avec :

- (i) la restructuration du parcours *Analyse économique* dans la licence *Economie et gestion* ;
- (ii) l'abandon du parcours *Economie et gestion du goût et du luxe* dans le master *Economie appliquée* (mais qui demeure en gestion comme parcours du master *Marketing et vente*) ;
- (iii) une refonte complète des parcours de ce master : trois nouveaux parcours (*Transition écologique et politique publique – Entrepreneuriat, innovation et bioéconomie – Recherche, études et conseil en transition écologique et bioéconomie*) a priori plus attractifs dont l'un orienté recherche (mais dont il faudrait peut-être s'assurer du potentiel d'encadrement en bioéconomie dans l'unité de recherche Regards, qui est l'une des priorités de recherche affichées par l'URCA) ;
- (iv) la création d'une nouvelle mention de master, *Analyse et politique économique* (dont de nombreux enseignements sont mutualisés au niveau de la première année de master (M1) avec le master *Economie appliquée*, et qui reprend en grande partie comme parcours les spécialités proposées antérieurement dans le master *Economie appliquée*). C'est le cas également en droit, avec en particulier l'intégration de l'administration publique dans la licence *Droit* (fermeture de la licence *Administration publique*).

L'évolution de ce champ mérite d'être surveillée, tout particulièrement les deux formations jugées « problématiques » dans le bilan mais qui ne le sont plus dans le projet :

- La licence *Economie et gestion* : très faible attractivité du parcours *Analyse économique* par rapport aux deux autres parcours (*Gestion / Finance, contrôle, comptabilité*). Il conviendra d'évaluer l'impact de la restructuration proposée du parcours *Analyse économique* en liaison avec la restructuration de la mention de master *Economie appliquée* et de la création de la mention de master *Analyse et politique économique* (diversification de l'offre de parcours qui est supposée attirer davantage d'étudiants).
- Le master *Economie appliquée* : faibles effectifs dans chaque spécialité, tout particulièrement dans la spécialité *Economie et gestion du goût et du luxe* et taux de réussite faible (50 %) en M1, en raison notamment des difficultés rencontrées par les étudiants au niveau du mémoire de recherche. Propositions : Fermeture du parcours *Economie et gestion du goût et du luxe*. Restructuration en deux nouveaux parcours (la plupart des anciens parcours intègrent une nouvelle mention, *Analyse et politique économique : Transition écologique et politiques publiques ; Entrepreneuriat, innovation et bioéconomie*). Il conviendra de s'assurer des compétences scientifiques des équipes enseignantes dans ces thématiques.

Avis sur le pilotage du champ et sur ses dispositifs opérationnels

Une réunion des quatre directeurs de composantes est envisagée deux fois par an. Trois des quatre licences (AES, *Economie et gestion*, *Sciences sanitaires et sociales*) sont intégrées dans un portail unique. Des passerelles existent entre ce portail et la licence *Droit* (après la première année de licence -L1). Des dispositifs sont prévus pour faciliter l'intégration des titulaires de L2 en LP et des titulaires de DUT en L3. De nombreuses mutualisations entre mentions sont envisagées en licence, LP et master (essentiellement en M1 ou pour les parcours « recherche »). Les quatre composantes mutualisent leurs ressources enseignantes.

Globalement, le sous-encadrement des étudiants, manifeste dans les composantes qui alimentent le champ DEGSS, peut laisser craindre des difficultés de mise en œuvre opérationnelle de la maquette de formations qui, bien que ne témoignant pas de réels bouleversements par rapport à l'existant, n'en traduit pas moins une progression conséquente des formations à manager (notamment avec la création de quatre licences professionnelles supplémentaires). La question de la soutenabilité du projet peut ainsi se poser au niveau de l'établissement.

Les formations

Intitulé de la mention	L/LP/M	Etablissement(s)	Remarque(s)
Administration économique et sociale	L	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Droit	L	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Economie et gestion	L	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Sciences sanitaires et sociales	L	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Activités juridiques : métiers du droit social	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Assurance, banque, finance : chargé de clientèle	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Assurance, banque, finance : supports opérationnels	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Commercialisation de produits et services	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Développement de projets de territoires	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Intervention sociale : insertion et réinsertion sociale et professionnelle	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Management des activités commerciales	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Management des processus logistiques	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Management et gestion des organisations	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	

Métiers de la gestion et de la comptabilité : fiscalité	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Métiers de la GRH : formation, compétences et emploi	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Métiers du commerce international	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Métiers du marketing opérationnel	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Métier du notariat	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Services à la personne	LP	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Analyse et politique économique	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Comptabilité-contrôle-audit	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Contrôle de gestion et audit organisationnel	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Droit de l'entreprise	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Droit de la vigne et du vin	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	Hors nomenclature.
Droit notarial	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Droit pénal et science criminelle	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Droit privé	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Droit public	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Economie appliquée	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Gestion de production, logistique, achats	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	

Gestion des ressources humaines	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Intervention et développement social	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Management des organisations du secteur sanitaire et social	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	Hors nomenclature.
Management et administration des entreprises	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Management et commerce international	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Management sectoriel	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Marketing, vente	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	
Monnaie, banque, finance, assurance	M	Université de Reims Champagne-Ardenne	

Observations de l'établissement

Reims, le 15 septembre 2017

N/Réf. : /2017/MH/DEVU

Affaire suivie par Mme Mélanie HOFFERT

**Le Président de l'Université de Reims
Champagne-Ardenne**

À

Monsieur Michel COSNARD
Président du Hcéres

Objet : Retour sur le rapport du champ de formation Droit, économie, gestion, sciences sociales - DEGSS - pour le prochain contrat

Monsieur le Président,

L'université de Reims Champagne-Ardenne tient à remercier l'ensemble des personnels du Hcéres, ainsi que les experts qui ont évalué notre projet concernant le champ de formation DEGSS. Les remarques qui ont été faites nous seront très utiles pour finaliser notre nouvelle offre de formation.

Quelques éléments nous semblent toutefois importants à préciser dès à présent.

En ce qui concerne l'IUT de Reims-Châlons-Charleville, la plupart des nouvelles LP du champ ont déjà été mises en place. En effet, elles apparaissent comme nouvelles car elles n'ont pas donné lieu à une évaluation compte tenu de leur récence. Ces créations sont toutes en alternance. Par ailleurs, la restructuration de l'offre de formation (DUT, semestres de remédiation, nombre de groupes au sein des LP) permet à l'IUT d'envisager sereinement la soutenabilité de sa nouvelle offre.

Enfin, le comité s'inquiète, par deux fois, de la qualité et du potentiel scientifique de l'UFR SESG en matière de bioéconomie. Outre le fait que nous ne comprenons pas ce qui a amené le comité à douter du nombre et de la qualité des enseignants-chercheurs en bioéconomie, qui est l'un des pôles prioritaires de notre établissement, nous tenons à préciser que le potentiel d'encadrement en bioéconomie est important et correspond à l'ensemble des chercheurs, enseignants chercheurs et enseignants-chercheurs habilités de l'axe « développement durable et agro-ressources » du laboratoire REGARDS (EA 6292) dont les travaux portent sur l'étude des choix collectifs en bioéconomie et la transition vers l'usage de ressources renouvelables à partir de la chimie et des procédés pour le développement durable. Ce potentiel est actuellement le suivant : 3 professeurs des universités et 8 maîtres de conférences en sciences économiques ; 2 professeurs des universités et 5 maîtres de conférences en sciences de gestion.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Guillaume GELLÉ